

qui génère peu d'emplois, ainsi que des rigidités de la réglementation du travail et de l'inadéquation des compétences. De plus, le Gabon se classe à la 169^e place sur 190 pays évalués dans le rapport « Doing Business 2020 » de la Banque mondiale ; les entraves à la compétitivité et à la diversification économiques sont nombreuses.

Le pays a planifié l'accélération de la diversification de son économie dès 2012 avec l'adoption du Plan Stratégique Gabon Emergent 2025 (PSGE 2025). La transition vers l'après pétrole vise à activer de nouveaux moteurs de croissance tout en repensant le modèle social du pays (abaissement de la pauvreté, réduction des inégalités, diminution du chômage, notamment des jeunes et des femmes, etc.). Ces nouveaux moteurs de croissance concernent : (i) la gestion durable de la forêt (respect du code forestier et certification au label Forest Stewardship Council -FSC- ; (ii) la valorisation du potentiel agricole selon un modèle durable et améliorant la souveraineté alimentaire ; (iii) la valorisation du potentiel halieutique (renforcement des compétences des acteurs du milieu, Accord de Partenariat de Pêche Durable -APPD-) ; (iv) la valorisation du potentiel énergétique (promotion des énergies renouvelables et de la transition énergétique) ; (v) la promotion d'un tourisme durable axé sur la valorisation des aires protégées et le développement d'un tourisme responsable ; (vi) l'extraction responsable des matières premières (Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives -ITIE-), etc. Cette croissance durable s'appuie sur des réformes des cadres institutionnels et juridiques, l'amélioration de la gouvernance et du climat des affaires. De ces faits, les priorités du Gabon sont en phase avec celles de l'UE, notamment dans le domaine de la transition verte, des emplois durables, de la gouvernance et de la préservation des droits humains.

Suite aux consultations avec les partenaires européens, internationaux et nationaux ainsi qu'aux analyses conjointes élaborées avec les Etats membres (EM), l'UE a élaboré le Programme Indicatif Multi-Annuel (PIM) du Gabon 2021-2027 et base sa coopération sur les priorités suivantes : (i) transition verte (ii) croissance durable et emplois verts et ; (iii) gouvernance. Les trois priorités proposées se veulent complémentaires les unes des autres, afin d'avoir une vision cohérente permettant d'accompagner le Gouvernement dans la diversification de l'économie, créatrice d'emplois décents, tout en gardant la vision d'une économie inclusive, durable, résiliente et peu émettrice de gaz à effet de serre (GES).

L'Action s'inscrit principalement dans le Plan Stratégique Gabon Emergent 2025 (PSGE 2025) basé sur trois piliers : le « Gabon industriel », le « Gabon vert » et le « Gabon des services ». Le « Gabon industriel » a pour objectif le passage d'une économie de la rente (pétrolière) à une économie diversifiée. Dans le Programme d'Accélération de la Transformation (PAT) 2021-2023, l'Etat propose de renforcer les secteurs porteurs de croissance tels que la foresterie, l'agriculture, la filière pêche, mais aussi l'exploitation transparente des ressources minières, l'eau et l'assainissement, les énergies renouvelables et l'éco-tourisme (lien entre la culture, l'artisanat et populations locales). Cette croissance verte ne peut se réaliser sans les jeunes, les femmes et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), nécessitant une mise à niveau des emplois existants et le développement d'emplois décents et inclusifs dans les secteurs porteurs, notamment, au travers du Plan décennal 2015-2025 pour l'autonomisation des femmes gabonaises.

2.2 Analyse des problèmes

Récemment, pour tenir compte du contexte né de la crise sanitaire de la COVID-19, le Gabon s'est trouvé dans l'obligation de mettre en place des réformes institutionnelles et structurelles. Le Plan d'Accélération et de la Transformation (PAT) 2021-2023 a été rédigé début 2021. A moyen et long terme, la crise générera des inflexions importantes sur les différents secteurs économiques et par conséquent sur les orientations stratégiques prises dans le cadre du PSGE.

Le premier défi auquel est confronté le Gabon est d'accélérer la transformation structurelle de l'économie en gérant le déclin progressif du pétrole et en accompagnant la montée en puissance de nouveaux secteurs porteurs de haut potentiel (diversification de l'économie), basés sur l'exploitation transparente et durable des ressources naturelles, y compris minières.

Le second défi vise à favoriser une création de richesse inclusive et créatrice d'emplois décents et verts, source de réduction des inégalités tout en poursuivant l'assainissement des finances publiques et réformes fiscales permettant aux autorités d'augmenter les recettes fiscales et mobiliser des ressources internes. La mise en oeuvre de ce plan sera cependant difficile en raison de la forte centralisation des décisions politiques et du poids de l'administration